



Madame la Présidente du Conseil des droits de l'homme,

Mesdames et Messieurs les Hautes autorités des pays membres et observateurs du Conseil des droits de l'homme,

Madame la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Mesdames et Messieurs.

La Bolivie fait à nouveau partie de cette Commission après plusieurs années, pendant cette première réunion de cette quarante-sixième (46e) session, nous avons beaucoup de choses que nous aimerions exprimer, mais le temps nous limite tous donc, nous voulons exprimer avec vous les priorités suivantes :

À la fin de 2019, la Bolivie a confronté l'interruption de l'ordre constitutionnel, nous avons souffert la répression de la police, des militaires et des groupes paramilitaires, la persécution politique par des procureurs et des juges instrumentalisés. Il s'est produit une grave rupture sociale accompagnée d'un discours de haine, raciste, discriminatoire et même suprémaciste blanc.

En octobre 2020, le peuple bolivien a retrouvé la démocratie lors d'une élection incontestable et a élu un nouveau gouvernement.

Actuellement, le gouvernement que je représente développe des actions pour parvenir à la réconciliation nationale, notamment en l'enquête du Groupe Interdisciplinaire d'experts Indépendants agissant dans le cadre du protocole signé en novembre 2020 entre le gouvernement bolivien et la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

D'après notre expérience historique, nous comprenons que pour regarder vers l'avenir, nous devons lutter pour la responsabilité des abus passés.

Nous comprenons que cette responsabilité doit être assumée par notre État et par l'ensemble de la communauté internationale; cela doit s'agir à tous les pays, petits et grands, pour les actions du passé et du présent. Il s'agit d'assumer la responsabilité de siècles d'esclavage dans le Nord Global ou de récents coups d'État dans le Sud Global, souvent menés par ceux du Nord. Dans tous ces cas, ce Conseil doit élever la voix, nous ne pouvons pas être indifférents.

Face aux effets de la pandémie COVID-19, nous proposons qu'il est impératif que tous les habitants du monde aient accès aux vaccins et que des mesures soient prises pour empêcher la thésaurisation et toute action qui empêcherait le vaccin d'atteindre tous les habitants des pays en développement. La seule façon d'éliminer cette maladie est d'assurer l'accès universel au vaccin, aux médicaments et aux soins adéquats pour traiter la maladie pour tous les peuples du monde.

***"2021 Año por la recuperación del Derecho a la Educación"***



Une autre question que nous considérons importante pour la pleine jouissance des droits de l'homme est le rétablissement de la stabilité économique des pays, principalement des pays en développement qui ont été les plus touchés. C'est pourquoi la Bolivie a proposé la création d'un Forum pour l'allègement, l'annulation et la restructuration de la dette extérieure en faveur des pays en développement, qui prenne en compte la reprise économique, la croissance durable et la transformation démocratique des institutions financières mondiales.

L'économie doit être au service des êtres humains, et non les êtres humains au service mesquin de l'économie et des intérêts de quelques propriétaires de richesses.

En Bolivie, nous avons également fait face au racisme pendant des siècles et en réponse, nous avons choisi de décoloniser et de redéfinir le pays comme un État plurinational. Cependant, l'expérience de 2019 nous a montré que les positions racistes et discriminatoires n'ont pas encore été surmontées et qu'elles constituent un risque réel, imminent et grave. Dans le monde à parité, nous voyons des positions similaires dans les discours et les actions racistes qui constituent un risque pressant pour l'humanité elle-même. Nous devons cesser de juger les gens sur la base de leurs croyances religieuses, de leur nationalité et de leur identité ethnique. Nous devons apprécier chacun pour la dignité inhérente à la condition humaine. C'est la base permanente des droits de l'homme. Nous devons combattre le racisme dans toutes ses manifestations. Nous ne pouvons tolérer la discrimination institutionnalisée à l'encontre des musulmans en France ; que la

vaccin soit refusée aux Palestiniens; que des membres de minorités ethniques soient tués et torturés dans des endroits comme le Sahara occidental et le Sri Lanka; ou que des hispanophones qui me ressemblent, à la peau brune, soient séparés de leur famille lorsqu'ils se présentent à la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

Le nationalisme raciste représente l'une des plus grandes, sinon la plus grande menace pour la démocratie et les droits de l'homme dans le monde d'aujourd'hui.

Malgré toutes les conventions internationales qui établissent des mesures visant à réduire les inégalités sociales, économiques, professionnelles et politiques entre les femmes et les hommes, les chiffres et les faits nous montrent qu'il reste beaucoup à faire.

Le fémicide et la violence continuent de causer des problèmes dans nos sociétés.

Sans l'élimination de la violence à l'égard des femmes, des adolescents et des filles, sans surmonter l'inégalité qui en fait des victimes de sociétés dans lesquelles elles sont considérées moins que les hommes, nous pourrions jamais parler de la validité réelle des droits de l'homme.

***"2021 Año por la recuperación del Derecho a la Educación"***



Pour conclure, nous réitérons notre ferme engagement en faveur de la défense de notre Terre Mère, le droit humain à l'eau potable et à l'assainissement, et nous considérons qu'ils ne peuvent être réduits à des marchandises.

Une décennie s'est écoulée depuis que l'eau et l'assainissement ont été reconnus comme des droits de l'homme par l'initiative bolivienne, et malgré les progrès réalisés, il est encore nécessaire que nos États soient plus efficaces dans la réalisation de ces droits, qui sont essentiels pour une vie digne, pour bien vivre.

Merci beaucoup.

***“2021 Año por la recuperación del Derecho a la Educación”***